

ZAÏREENJEU

Les récents affrontements entre les "rebelles" et les autorités gouvernementales constituent une démonstration flagrante supplémentaire de l'érosion du pouvoir gouvernemental. L'avenir du pays réside dans l'établissement d'un gouvernement d'union nationale qui devra préparer la transition ultime.

CONTEXTE

A l'exception des expulsions au printemps dernier de Zaïrois d'origine banyarwandaise, au Masisi, l'évolution satisfaisante de la transition politique et du respect des droits humains au Zaïre s'était maintenue jusqu'à la mi-septembre.

La crise du Kivu n'est qu'une autre indication que l'autorité du gouvernement de Kinshasa ne s'étend pas au-delà de la capitale. La collusion entre les autorités provinciales (même si elles avaient été nommées par le pouvoir central) et les leaders des réfugiés hutus rwandais constitue une autre illustration de l'effritement de l'étoffe nationale au Zaïre. Toutefois, la perte du Zaïre oriental et un éventuel rétablissement de l'autorité de Kinshasa sur ces territoires pourraient permettre à certains éléments politiques de la capitale de rallumer la flamme nationaliste au sein de la population en général.

L'incertitude quant à l'avenir du Président Mobutu, la lutte ouverte entre le gouvernement Kengo et l'opposition dirigée par Tshisekedi ainsi que l'inhabilité du régime de produire un successeur au Président Mobutu, qui serait acceptable à tous, risquent de conduire à un effritement total de l'État zaïrois et à la reprise des diverses luttes sécessionnistes post-indépendance, si les excès des uns et des autres ne sont pas canalisés. Ces luttes sécessionnistes pourraient de plus conduire à d'autres affrontements et à une guerre civile dans diverses régions du pays. Ceci étant, le Zaïre n'est pas encore au point d'implosion.

Le Zaïre perd de plus en plus les attributs d'un État souverain. Son éclatement aurait des répercussions extrêmement dangereuses pour la stabilité non seulement de l'Afrique centrale (Congo, République centre africaine, Rwanda et Burundi) mais aussi de l'Afrique australe (Zambie et Angola). C'est pourquoi il importe de protéger contre vents et marées l'intégrité territoriale du Zaïre.

POSITION DU CANADA

Le Canada appuie entièrement le principe de l'intégrité territoriale du Zaïre et de l'intangibilité de ses frontières. Le Canada considère essentiel, pour la stabilité du pays et de la région des Grands Lacs africains, la négociation d'un accord de paix entre le Zaïre et le Rwanda, et la tenue d'élections démocratiques législatives et présidentielle.

Le Canada appuie entièrement le principe d'octroyer la citoyenneté zaïroise aux populations banyarwandaises qui habitent depuis des générations ce pays. En septembre 1996, L'Agence canadienne de Développement international (ACDI) a approuvé un projet d'éducation civique en appui au processus électoral, de l'ordre de 1.3 million de dollars, a été approuvé.